



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 JAN. 2026

modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter délivrée
à la société SUEZ RV Nord Est
pour son centre de transit de déchets à STRASBOURG, 1 Place Henri Levy

AIOT n° 0006704380

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et l'article R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, autorisant la société SUEZ RV Nord Est à exploiter un centre de transit de déchets à Strasbourg ;
- VU** les projets de modification portés à la connaissance du préfet en octobre 2018 et en juillet 2025 par l'exploitant, relatif à l'élargissement des horaires d'ouverture, au déplacement de certains stockages de déchets et de l'augmentation de la capacité de certains stocks de déchets et complété le 04 décembre 2025 ;
- VU** les rapports du 09 décembre 2025 et du 14 janvier 2026, de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** les observations transmises par SUEZ RV Nord Est le 18 décembre 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 10 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que d'après le porter à connaissance susvisé, l'exploitant déclare ne pas posséder sur le site de transformateur électrique, ni de local de charge des batteries électriques, ni de local de compresseur ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées concernent :

- une augmentation de 30 m³ de la quantité de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, augmentation restant inférieure au seuil maximal du régime déclaratif (rubrique 2714-2) ;
- une augmentation de 1,8 t de la quantité de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, augmentation restant inférieure au seuil maximal du régime déclaratif (rubrique 2710-1) ;
- une augmentation de 85 m³ de la quantité de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, augmentation restant inférieure au seuil maximal du régime déclaratif (rubrique 2710-2) ;

- une augmentation de 160 m³ de la quantité de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, augmentation restant inférieure au seuil maximal du régime déclaratif (rubrique 2716-2).

CONSIDÉRANT que ces modifications n'ont pas d'impact sur le régime de classement du site au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble de ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 et qu'en conséquence, elles sont considérées comme notables et non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient néanmoins de mettre à jour les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 susvisé ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions du présent arrêté complètent et modifient les prescriptions de l'arrêté du 11 décembre 2007 pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, autorisant la société SUEZ RV Nord Est à exploiter un centre de transit de déchets à Strasbourg.

Article 2

Article 2.1

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique / alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
2718-1	A	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	8 t
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égale à 100 m ³ et inférieur à 1000 m ³ .	630 m ³

Rubrique / alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
2710-1	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 - collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.	6,9 t
2710-2	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 - collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	290 m ³
2716	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	330 m ³

. »

Article 2.2 - Déchets interdits

L'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 susvisé est remplacé par :

« Tout apport par des particuliers (déchets issus des ménages) est interdit, à l'exception des déchets ménagers spéciaux (DMS) tels que huiles usagées, piles et batteries, solvants, etc. dans les limites de l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 décembre 2007 susvisé.

Tous déchets apportés par les professionnels (déchets des entreprises) de la liste ci-dessous sont interdits :

- les déchets soumis à agrément tels que VHU ;
- les substances chimiques non identifiées ou provenant de laboratoires ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets contenant plus de 580 mg/kg de PCB ;
- les matières organiques d'origine animale ;
- les boues de station d'épuration urbaines ou industrielles ;
- les ordures ménagères brutes ;
- les matières odorantes ou putrescibles ;
- les produits ou matières explosibles, les explosifs, les bonbonnes ou bouteilles de gaz ;
- les produits pulvérulents en vrac.

»

Article 2.3 - Admissibilité des déchets

L'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 susvisé est remplacé par :

« L'autorisation par l'exploitant de déposer un déchet peut être accordée après :

- contrôle de non-radioactivité par portique à l'entrée du site ;

- enregistrement de l'identité du producteur (et de son véhicule le cas échéant) ;
- identification des matières apportées ;
- contrôle visuel du chargement ;
- contrôle visuel du bon état des emballages ;
- émission d'un bulletin de pesée.

L'autorisation de sortie des installations par l'exploitant au producteur n'est délivrée qu'après contrôle au déchargement ou contrôle de la qualité des emballages pour les DMS.

L'exploitant dispose en permanence sur place des moyens de reprise des déchets non conformes.

L'exploitant dispose d'une aire isolée des autres installations destinée exclusivement à placer en attente un véhicule ayant déclenché le portique de détection de radioactivité.

Déchets ménagers spéciaux (DMS) :

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Ces déchets sont réceptionnés par du personnel habilité chargé de les ranger dans le conteneur spécifique de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. Le conteneur des déchets ménagers spéciaux doit être inaccessible au public.

Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :

L'exploitant dispose d'un contrat en vigueur avec un ou des organismes agréés.

Pneumatiques usagés :

L'exploitant dispose d'un contrat en vigueur avec un ou des organismes agréés. L'exploitant n'étant pas collecteur, les pneumatiques par lots ne sont pas acceptés sur site.

Article 2.4 - Stockage des déchets

L'article 10.2.2 de l'arrêté du 11 décembre 2007 susvisé est remplacé par :

« Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs, en particulier :

- les déchets dangereux : ils sont réceptionnés sur une zone de rétention. Un tri y est effectué par le personnel formé du site. Celui-ci les entrepose ensuite dans les caisses-palettes prévues à cet effet par type de danger afin d'éviter toute incompatibilité.

Certains déchets dangereux comme les emballages vides souillés, l'huile, les piles/batteries sont déposés directement dans les conteneurs dédiés.

Avant son arrivée sur le site, l'utilisateur conditionne l'amiante. Un regroupement peut être opéré dans des big-bags répondant à la réglementation en vigueur.

- les déchets verts : ils sont déposés directement par les usagers dans l'alvéole dédiée. L'exploitant isole les éventuels indésirables puis les charge dans une benne. Cette benne est stockée sur le site en attente d'évacuation.

- les gravats : ils sont déposés par les usagers de la déchetterie dans une alvéole dédiée. L'exploitant isole les éventuels indésirables puis les charge dans une benne. Cette benne est stockée sur le site en attente d'évacuation.

- les déchets d'activité économique (DAE) : ils sont déposés à l'entrée de l'alvéole dédiée par l'utilisateur. L'exploitant effectue un tri avant de le regrouper avec le restant des déchets de l'alvéole.

- le carton/papier et le bois : l'utilisateur dépose les déchets selon leur type à l'entrée de l'alvéole dédiée. L'exploitant retire les éventuels indésirables. Les déchets de bois et de cartons issus du tri des DAE sont rajoutés dans les alvéoles dédiées.

- les pneus : les usagers les déposent dans la benne ou au sol. L'exploitant réalise ensuite le chargement dans des bennes pour envoi vers l'exutoire.

- le plastique : il est déposé directement par l'utilisateur dans l'alvéole dédiée.

- les métaux : les usagers les déposent sur le sol. L'exploitant les trie pour séparer les différents types de métaux. Les déchets issus du tri des DAE sont rajoutés dans les stocks existants.

- les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : les usagers les déposent dans les bennes et/ou caisses-palettes dédiées.

- les cases, alvéoles ou bennes de produits légers susceptibles de s'envoler sont bâchées ou recouvertes.

- Tout stockage est interdit en dehors des zones prévues dans le plan figurant dans le complément du 04 décembre 2025.»

Article 2.5

Les articles 18.2, 18.3 et 18.4 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 susvisé sont supprimés.

Article 3 - Modalités d'exécution

Article 3.1 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.2 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.3 : Exécution

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société SUEZ RV Nord Est ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

